



**PRÉFET
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires de l'Ardèche

Privas, le 04 Janvier 2022

Le directeur départemental des territoires
à

Service Environnement

Unité Eau

Affaire suivie par : Denis CLAIR

Tél. : +33 4 75 65 51 54

denis.clair@ardeche.gouv.fr

Conseil départemental de

l'Ardèche territoire nord

ZI la lombardiere

BP 128

07104 ANNONAY

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : Réparation et affouillement des piles du pont sur le Doux au lieu-dit chemin de la Gare sur les communes de COLOMBIER-LE-VIEUX et de ST-BARTHELEMY-LE-PLAIN
Courrier de notification de décision

Réf. : 07-2021-00269

P.J. : arrêté de prescriptions générales
copie du récépissé de déclaration

Monsieur,

Par courrier en date du 29 Octobre 2021, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :
**Réparation et affouillement des piles du pont sur le Doux au lieu-dit chemin de la Gare
sur les communes de COLOMBIER-LE-VIEUX et de ST-BARTHELEMY-LE-PLAIN**

dossier enregistré sous le numéro : **07-2021-00269**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors **vous pouvez commencer votre opération à réception du présent courrier et du récépissé ci-joints, en respectant scrupuleusement les prescriptions particulières imposées en page 2 du récépissé de dépôt de dossier de déclaration.**

Par ailleurs vous trouverez également l'arrêté de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cessera de produire effet lorsque celui-ci n'aura pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
Pour le chef du service Environnement
Le Responsable du Pôle Eau



Nathalie LANDAIS

Copie pour information :

FD de Pêche de l'Ardèche

SD OFB 07

SD OFB, Pierre SEGUIN

CA Arche Agglo : Vincent Perrin

Mairie de COLOMBIER-LE-VIEUX

Mairie de ST-BARTHELEMY-LE-PLAIN

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)



**PRÉFET
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
DONNANT ACCORD POUR LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT LA RÉPARATION ET AFFOUILLEMENT DES PILES DU PONT SUR LE DOUX
AU LIEU-DIT CHEMIN DE LA GARE
COMMUNES DE COLOMBIER-LE-VIEUX ET DE SAINT-BARTHELEMY-LE-PLAIN**

DOSSIER N° 07-2021-00269

Le préfet de l' ARDECHE
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 22 Novembre 2022, présenté par Conseil départemental de l'Ardèche_territoire nord, enregistré sous le n° 07-2021-00269 et relatif à : Réparation et affouillement des piles du pont sur le Doux au lieu-dit chemin de la Gare ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Conseil départemental de l'Ardèche_territoire nord
ZI la lombardiere
BP 128
07104 ANNONAY**

concernant : **Réparation et affouillement des piles du pont sur le Doux au lieu-dit chemin de la Gare** dont la réalisation est prévue dans les communes de COLOMBIER-LE-VIEUX et de SAINT-BARTHELEMY-LE-PLAIN

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclarati on	Arrêté du 30 septembre 2014

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration. **Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé, sous les réserves suivantes :**

- les travaux seront réalisés conformément au dossier présenté ;

- pour la protection des espèces piscicoles présentes dans le cours d'eau, les travaux seront réalisés en période d'étiage entre le 15 avril et avant le 15 octobre ;
- en cas de présence d'eau au pied des piles concernées par les travaux, à l'ouverture du chantier, une pêche électrique est obligatoire avant toute intervention dans l'eau ;
- ensuite, les travaux devront être réalisés, complètement isolés du cours d'eau. Ce travail d'isolement nécessite la pose d'un batardeau en sacs de sable, ou merlon pour la dérivation de l'eau hors zone de travail ;
- toutes précautions devront être prises en vue d'éviter des dégâts par les matières en suspension ou de la laitance de béton, dans le cours d'eau ;
- les opérations d'entretien des engins et matériels seront réalisées en dehors du lit du cours d'eau ; toutes les dispositions seront prises pour éviter la pollution du milieu aquatique par les fluides (huiles, liquides hydrauliques, gas oil ...)
- pour éviter la prolifération d'espèces végétales indésirables (renouée du Japon, ...) les engins et outils seront nettoyés avant la réalisation du chantier ;
- en cas d'annonce de crue, le lit de la rivière sera dégagé de tout engin ou matériel ;
- à la fin des travaux, la rivière retrouvera un aspect naturel. Tout déchet de chantier sera évacué ;

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Avant la mise en œuvre de ces travaux, vous préviendrez le représentant de l'Office Français pour la Biodiversité en charge de votre secteur (Pierre SEGUIN 06 25 03 22 23) et le technicien de la DDT en charge de votre dossier (Denis CLAIR 04 75 65 51 54).

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies de COLOMBIER-LE-VIEUX et de SAINT-BARTHELEMY-LE-PLAIN où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l' ARDECHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie , et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A PRIVAS, le 05 janvier 2022
Pour le directeur départemental des territoires
Pour le chef du service Environnement
Le Responsable du Pôle Eau



Nathalie LANDAIS

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 30 septembre 2014 (3.1.5.0)